

Zürich hat dabei ein Problem der Kernstädte aufgezeigt, nämlich das der Sozialkosten. Er hat anhand dieses Problems aufgezeigt, dass es gar keine Frage des Managements und der Organisation einer Stadtverwaltung oder einer Stadtregierung ist, sondern der Lasten, welche die Städte von den Kantonen und vom Bund zugeteilt bekommen und welche sie tragen müssen, ob sie wollen oder nicht.

Wir kennen diese Probleme; sie manifestieren sich auch noch auf anderen Ebenen. Es sind die Zentrumslasten – beispielsweise die Verkehrslasten, die Infrastrukturlasten oder die kulturellen Lasten –, welche auf die Kernstädte entfallen. Diese werden von übergeordneten Stellen an die Städte delegiert. Deshalb ist es unsinnig zu sagen, dass die Stadtzürcher Regierung ihre Probleme selber zu lösen habe.

Wenn Sie nicht einmal mehr bereit sind, einen Bericht über diese Problematik beiziehen zu wollen, dann ist das die totale Kapitulation. Internationale Studien zeigen, dass sich die gleichen Probleme auch in Frankfurt, in Hamburg, in Berlin usw. manifestieren. Wir müssen uns mit diesen Problemen auseinandersetzen, und wir müssen strukturelle Antworten darauf finden.

Ich bitte Sie deshalb, dieses Postulat zu überweisen.

Präsident: Sobald der neue Zürichkrieg abgeschlossen ist, beginnt die Europadebatte. (*Heiterkeit*) Herr Binder hat das Wort zur einer persönlichen Erklärung.

Binder Max (V, ZH): Es geht natürlich nicht um einen neuen Zürichkrieg. Ich bin Zürcher, ich liebe Zürich, die Landschaft wie die Stadt.

Frau Aeppli, ich habe es nicht auf die Stadt Zürich beschränkt. Ich habe Herrn Gysin nur gesagt, dass die Stadt Zürich nicht unbedingt das beste Beispiel sei. Herr Estermann hat auch nur ein Problem erwähnt, und über dieses Problem gäbe es noch einiges zu diskutieren; das gehört aber nicht hierher.

Herr Baumberger, ich weiss, dass auch Winterthur Probleme hat, aber ich habe mit keinem Wort gesagt, dass ich gegen einen solchen Bericht bin. Ich habe nur gesagt, dass die Städte diesen Bericht erstellen sollen – die Städte wissen genau, wie es um sie steht –, damit der Bundesrat nicht eine grosse Arbeit leisten muss, die nicht die seine ist. Der Städteverband soll diesen Bericht erstellen und soll aufgrund dieses Berichtes Antrag stellen. Ich habe nichts anderes gesagt. Deshalb müssen Sie dieses Postulat ablehnen – ungeachtet des neuen Zürichkrieges.

Schmid Samuel (V, BE), Berichterstatter: «Tant de bruit pour une omelette», hätte ich beinahe gesagt. Da hat die Kommission einem Postulat mit 14 zu 2 Stimmen zugestimmt, als Antwort auf die ablehnende Haltung ihrer Mehrheit in bezug auf die Konzeption der Minderheit Gysin Remo bei den Artikeln 1ff. des Bundesbeschlusses über die Unterstützung des Strukturwandels im ländlichen Raum. Dort habe ich begründet, weshalb wir diese Frage nicht in diesen Erlass einschliessen wollen. Die Mehrheit der Kommission hat allerdings gemeint, dass dann die Frage mindestens über ein derartiges Postulat anzugehen sei, mit dem Auftrag, die Frage der Zentrumslasten zu prüfen und nötigenfalls Anträge zu stellen.

Aus der Diskussion in der Kommission ist immerhin deutlich geworden, dass wir davon ausgehen, dass das zusammen mit den Kantonen passiert. Es ist also nicht unsere Meinung, dass sich der Bundesrat jetzt direkt mit diesen Städten in Verbindung setzt und die Kantone dann plötzlich aus diesem Bericht allfällige Massnahmen zur Kenntnis nehmen müssen. Der föderale Aufbau soll durchaus Beachtung finden, und dann wird es möglicherweise dort ein eidgenössisches Problem sein, wo diese Kernstadtprobleme interkantonalen Charakter haben, und es wird möglicherweise dort nicht oder weniger ein eidgenössisches Problem sein, wo diese Kernstadtprobleme primär innerkantonalen Charakter haben. Soweit lässt sich die Diskussion in der Kommission zusammenfassen. Die Kommission empfiehlt Ihnen, wie gesagt, das Postulat zu überweisen.

Cavadini Adriano (R, TI), rapporteur: La commission, par 14 voix contre 2, a accepté ce postulat. Dans sa formulation, le postulat demande clairement un rapport, et des mesures seulement si elles sont nécessaires. Mais il est clair que ce rapport doit être réalisé avec les cantons, avec les associations de communes. Si, à la fin de cette étude, il s'avère nécessaire de réaliser quelque chose, alors il faudra examiner là aussi de quelle façon on pourra procéder en collaboration avec les cantons, par exemple en utilisant éventuellement la nouvelle loi sur la péréquation financière. Ce que demande le postulat est donc un élément d'étude, mais il est clair que, étant donné qu'il s'agit d'un domaine qui est de la compétence des cantons, si on veut et si on pense qu'il est nécessaire de faire quelque chose, alors il faudra trouver des solutions après en avoir discuté avec les cantons intéressés.

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Je l'ai déjà déclaré deux fois, je le répète une troisième fois, le Conseil fédéral accepte ce postulat. Non pas comme un engagement, Monsieur Binder, comme un engagement garanti d'une participation de la Confédération dans ce domaine, mais uniquement aux fins d'y voir plus clair, uniquement aux fins de pouvoir discuter de chiffres et de voir ensuite, mais bien ensuite, s'il y a lieu éventuellement d'en tirer des conclusions matérielles. Dans les circonstances actuelles, il est clair qu'elles se poseraient en des termes difficiles. C'est, je crois, la seule attitude d'ouverture intellectuelle et de correction que l'on puisse avoir, dès lors que l'on exclut de la politique régionale, dans cet aspect en tout cas, les centres urbains de notre pays. Je crois qu'il vaut la peine de se livrer à cet examen. Vous dites: «Mais ce sont les communes, le centre, qui peuvent eux-mêmes faire cette étude.» Celles-là l'ont déjà fait. Nous pensons que nous aurons plus d'objectivité encore qu'elles pour l'établir, et je crois que cet instrument nous sera nécessaire pour l'appréciation finale de la situation. Je vous recommande donc de transmettre ce postulat.

Abstimmung – Vote

Für Überweisung des Postulates
Dagegen

84 Stimmen
40 Stimmen

95.062

«Für unsere Zukunft im Herzen Europas». Volksinitiative

«Pour notre avenir au coeur de l'Europe». Initiative populaire

Botschaft und Beschlussentwurf vom 23. August 1995 (BBI IV 839)
Message et projet d'arrêté du 23 août 1995 (FF IV 827)
Kategorie I, Art. 68 GRN – Catégorie I, art. 68 RCN

Präsident: Aufgrund der bisher eingegangenen Wortmeldungen haben wir von einer Debatte von rund vier Stunden auszugehen. Selbstverständlich ist niemandem das Rede-recht vorzuenthalten; nur ist die Ermahnung zu machen, die Redezeit vielleicht nicht ganz auszuschöpfen.

Ducrot Rose-Marie (C, FR), rapporteur: Située au coeur de l'Europe, entourée de pays déjà unis, la Suisse est européenne. C'est là une réalité incontournable. Le refus de l'Europe en 1992 a fait l'effet d'un électrochoc dans une bonne partie du pays, et plus particulièrement chez les jeunes, où on a beaucoup glosé sur les causes de ce refus. Mais pendant qu'on se perdait en de vaines conjectures, ces jeunes en effet ont eu assez de coffre pour contrer le destin. Ils se sont mobilisés pour lancer une initiative, contribuant ainsi à maintenir vivante l'idée d'ouverture au sein du pays.

Sous l'appellation Né le 7 décembre, le mouvement a mené son propre combat pour une Suisse au coeur de l'Europe. Il a réussi l'exploit en 8 mois avec 30 000 francs en poche, et il a récolté 110 703 signatures valables. Le 11 mars 1994 fut pour la jeunesse le printemps de l'Europe!

Mais voilà: pendant la pause estivale de 1995, le Conseil fédéral a dit non. Non à l'initiative, sans lui opposer un contre-projet. Comble de paradoxe, il a dit non à l'initiative, mais un oui catégorique à l'Europe!

La Commission de politique extérieure, dans son ancienne et sa nouvelle composition, a parlé de la même voix et sur le même ton. Le 20 janvier 1997, après trois débats, à l'unanimité, la commission a rejeté l'initiative sans lui opposer un contre-projet direct ou indirect.

Tous les intervenants l'affirment et l'ont affirmé, l'option EEE n'est pas éliminée, elle reste parmi celles envisagées par le Conseil fédéral et par la majorité du Parlement.

Venons-en à l'initiative en question, dite initiative des «Jeunes».

1. Elle revendique pour le Conseil fédéral le droit de négocier, de conclure et de ratifier le traité d'adhésion à l'EEE. En un mot, ce sont les pleins pouvoirs qu'on pourrait donner à nos sept sages. L'EEE est connu. Ce serait gaspillage de temps que de remâcher le tout, disent les jeunes. «Nous sommes simplement fatigués de crier 'Europe, Europe'; depuis quatre ans, nous avons appris à être plus patients.» Lors de deux auditions des représentants du mouvement Né le 7 décembre, la commission a dû leur dire et leur répéter que leurs propositions allaient à l'encontre des dispositions constitutionnelles en matière de traités internationaux. Sur un sujet aussi controversé qu'explosif, bouleverser totalement la procédure relèverait vraiment de l'erreur politique grave, et le Conseil fédéral lui-même, dans son message du 23 août 1995, refuse ce changement profond dans la répartition constitutionnelle des compétences entre le Conseil fédéral, le Parlement et le souverain. Une telle méthode, ajoute-t-il, pourrait même desservir la cause.

2. L'initiative des «Jeunes» veut que la Suisse fasse partie de l'Espace économique européen, mais, malheureusement, l'EEE 1997 n'est plus ce qu'il était en 1992. L'accord s'est modifié, enrichi, son contenu s'est accru, ses champs d'activité se sont élargis. Avant de le soumettre au verdict des urnes, il faudrait donc négocier un nouvel accord. Le Gouvernement, mais aussi le Parlement ont opté pour la voie médiane, celle qui procède par étape et qui doit aussi nous amener au coeur de l'Europe, les négociations sectorielles bilatérales. Nous avons eu, c'est vrai, la ferme impression que les fameuses négociations avaient autant de peine à sortir de l'impasse que le chameau biblique à passer le chas de l'aiguille. Mais vous voyez qu'en poussant un peu, on y est arrivé.

Le Gouvernement l'a enfin annoncé: les tractations entrent dans leur phase finale. A l'exception de deux dossiers transports, les résultats atteints correspondent aux attentes suisses. Même pour le dossier délicat de la libre circulation des personnes, une solution a été dégagée. Le 2 décembre 1996, les négociateurs se sont entendus sur le passage non automatique à la libre circulation des personnes en convenant d'une libéralisation par phase, avec une clause de sauvegarde, clause que le Conseil fédéral pourrait mettre en oeuvre en cas de nécessité.

Certains points restent ouverts. L'Union européenne doit donner des signaux clairs et réaffirmer qu'elle veut à court terme achever l'exercice.

La Commission de politique extérieure estime que l'initiative des «Jeunes» est une voie parallèle, qu'elle est contre-productive, qu'elle pourrait même faire de l'ombre aux négociations bilatérales, première étape de notre intégration européenne. En soulignant l'effort, le courage, la fraîcheur, l'engagement des jeunes du mouvement Né le 7 décembre, notre commission leur a recommandé de retirer leur initiative et de rassembler leurs forces pour faire avancer la deuxième initiative qui va dans le sens de l'Union européenne. Ouvrons une parenthèse pour rappeler que celle-ci vient de réussir brillamment son parcours.

L'Europe est notre destination prioritaire. Alors, pourquoi ne pas opposer un contre-projet à l'initiative? La commission, dans ses premiers débats, s'est montrée nuancée. Les jeunes doivent être pris au sérieux. Un rejet, malgré la pertinence des motifs constitutionnels, serait mal ressenti sur le plan extérieur et très mal compris sur le plan intérieur par tous ceux et celles qui se sont motivés pour cette initiative. La question, au sein de la commission, a suscité de larges réflexions, mais nous avons refusé le contre-projet, suivant en cela le Conseil fédéral. Le Gouvernement, rappelons-le, a arrêté un calendrier d'intégration pour la législature et il a défini son objectif communautaire, soit l'ouverture de la voie par l'intégration multilatérale de la Suisse en Europe, soit par le biais de l'EEE. Le Conseil fédéral ne juge ni sage ni nécessaire de reformuler sa position qui serait la même sous la forme d'un contre-projet.

M. Loeb a proposé un postulat allant dans le même sens, qui pourrait, d'après lui, être une sortie de secours en cas d'échec du bilatéralisme. Il a retiré son projet, partant du principe que les rapporteurs se chargeraient de passer le message de la commission. Je m'en acquitte d'autant plus qu'il correspond à mes convictions profondes. L'option helvétique pour l'EEE est maintenue. La majorité de la commission la considère comme prioritaire.

La Suisse n'est pas, comme on a voulu le dire, un ensemble de prés carrés, de corporatisme, de protectionnisme de tout poil. Nous avons décidé d'en finir. L'adhésion à l'EEE et à l'Union européenne est programmée. Pour le moment, il faut le reconnaître, l'Europe en construction ne manque pas d'architectes, mais il reste à motiver, à convaincre les ouvriers souvent enclins à écouter les semeurs de doutes.

Il serait bon que les politiciens que nous sommes accordent leurs violons et cessent de jouer la partition européenne un peu comme une Guggenmusik. Il faut, comme le disait le poète Alfred de Musset, qu'une porte soit ouverte ou fermée. D'autres ouvrent la leur pour chasser nos idées noires. La Suisse a besoin d'un bon courant d'air.

Vollmer Peter (S, BE), Berichterstatter: Sie haben es von der Berichterstatterin welscher Zunge erfahren: Die Kommission empfiehlt Ihnen einstimmig, diese Initiative abzulehnen. Ich weiss nicht, wann in diesem Rat von einer Kommission ein einstimmiger Antrag gestellt worden ist, eine Volksinitiative abzulehnen. Das mag überraschen und hat zweifellos auch die Initianten irritiert. Diese Stellungnahme der Kommission, diese einstimmige Stellungnahme, und das ist ganz wichtig, hat nichts mit den verschiedenen europapolitischen Positionen zu tun, die in der APK und auch im Rat in Vielfalt vertreten sind. Alle – diejenigen, die weder den EWR II noch einen Beitritt zur Europäischen Union sehen, diejenigen, die noch auf die Option EWR II setzen, und diejenigen, die meinen, der nächste Schritt müsse in jedem Fall die Aufnahme der Beitrittsverhandlungen sein – sind, unabhängig von ihrer Position, zur Überzeugung gekommen, dass diese Initiative weder hilfreich noch nützlich, noch brauchbar sei – unabhängig vom europapolitischen Szenario. Deshalb können wir Ihnen einstimmig die Ablehnung dieser Initiative empfehlen.

Die Ablehnung bedeutet also nicht, dass wir damit auch zur Option EWR II, die verschiedene Ratsmitglieder immer noch im Kopf haben und vertreten, Stellung nehmen. Die Ablehnung kann nicht als europapolitische Option in irgendeinem Szenario interpretiert werden.

Das Verdikt gegenüber den Initianten ist hart. Aber ich kann Ihnen versichern, dass es sich die Kommission nicht leichtgemacht hat. Wir haben die Initianten zweimal angehört, haben dreimal über diese Thematik beraten und sind ganz klar zu dieser Schlussfolgerung gekommen, wie sie Ihnen die welsche Berichterstatterin vorgetragen hat.

Die Initianten der Bewegung «Geboren am 7. Dezember 1992» wollten damals den Stimmberechtigten eine Antwort auf die äusserst knappe Ablehnung des EWR in der Volksabstimmung geben. Sie wollten mit ihrer Initiative dem Schweizer Volk und den Ständen ermöglichen, möglichst rasch nochmals über diesen Gegenstand abzustimmen. Das ist eine an sich durchaus legitime Forderung. Es hat sich aber gezeigt,

dass sich das Instrument einer Volksinitiative nicht dazu eignen kann, diese Abstimmung quasi zu wiederholen.

Die Initiative hat in ihrer Konstruktion derart gravierende Fehler, dass sie heute auch für diejenigen, die gerne noch einmal über den EWR abstimmen möchten, nicht in Frage kommen kann. Sie ging von der falschen Annahme aus, dass es erstens möglich sei, innert kurzer Zeit nach dem 6. Dezember 1992 noch einmal abzustimmen, und dass wir zweitens nochmals über die gleiche Vorlage abstimmen könnten. Beide Annahmen sind falsch:

1. Dass wir innert kurzer Zeit nicht mehr abstimmen konnten, beweist die Tatsache, dass wir jetzt, vier, fünf Jahre nach dem Volksentscheid, über diese Initiative hier befinden müssen.

2. Der EWR hat sich in seiner ursprünglichen Konstruktion auch weiterentwickelt. Mehrere hundert Gesetzesanpassungen sind unterdessen zum Acquis communautaire dieses neuen EWR hinzugekommen. Der EWR hat sich auch in seiner institutionellen Ausgestaltung faktisch verändert, nämlich dadurch, dass Österreich, Schweden, aber auch Finnland von der Efta- zur EU-Seite gewechselt haben. Das zeigt, dass die Annahme, dass wir die Abstimmung mit der gleichen Grundlage wiederholen könnten, falsch war.

Die Folge des Initiativtextes wäre eine weitgehende und massive Kompetenzverschiebung, weg von den Stimmberechtigten zum Bundesrat, aber auch weg vom Parlament zum Bundesrat. Das heisst, mit dieser Initiative würden wir dem Bundesrat nicht nur den Auftrag erteilen, über einen Beitritt zum EWR zu verhandeln, sondern wir würden ihm auch die Kompetenz übertragen, sämtliche Anpassungen in der schweizerischen Gesetzgebung – die nicht mehr die gleichen sind wie im Jahre 1992 – selbständig vorzunehmen, ohne auch nur das Parlament zu konsultieren, geschweige denn, dass die Stimmberechtigten darüber befinden könnten.

Ich glaube, diese absolut nicht akzeptable Kompetenzverschiebung ist auch unter demokratischen Aspekten nicht vertretbar, und ich glaube, letztlich entspricht dies nicht dem Willen der Initianten, die damals diese gutgemeinte Initiative gestartet haben, um eine Wiederholung der Abstimmung zu ermöglichen.

Die Aussenpolitische Kommission, das möchte ich hier noch nachtragen, hat in verschiedenen Sitzungen geprüft, ob es nicht möglich wäre, einen Gegenvorschlag zu konzipieren, der diesen gravierenden Konstruktionsfehler in bezug auf die Kompetenzübertragung korrigieren könnte. Wir haben festgestellt, dass dies einfach nicht möglich ist. Wenn wir in einer Abstimmung nicht nur den Verhandlungsauftrag erteilen, sondern dann auch bereits das Ergebnis gutheissen wollen, geht das nicht ohne diese Kompetenzübertragung, die absolut nicht tauglich ist. Verschiedene nach dem 6. Dezember 1992 eingereichte parlamentarische Initiativen sind wieder zurückgezogen worden, weil man gesehen hat, dass sie nicht konsistent und mit unserer demokratischen Tradition nicht kompatibel sind, dass das Parlament nicht nur über das Ergebnis der Verhandlungen, sondern auch über die notwendigen Gesetzesanpassungen in unserem Land entscheiden muss. Darüber hinaus will sich – wie beim EWR – auch das Volk zu diesen Veränderungen äussern.

Das sind im wesentlichen die Gründe, weshalb die Aussenpolitische Kommission Ihnen einstimmig beantragt, diese Initiative abzulehnen. Es ist kein Antrag im Sinne einer europapolitischen Option. Wir sind der Auffassung, dass sich dieses Parlament nach Abschluss der bilateralen sektoriellen Verhandlungen wieder darüber aussprechen muss, welchen europapolitischen Weg es gehen will. Diese Initiative kann dazu keinen Beitrag leisten. Sie stellt auch kein Druckmittel dar. Sie führt, man muss es hart sagen, eigentlich in die Irre, weil sie auch die Ansprüche der Initianten selber nicht befriedigen kann. Auch die Initianten wissen ganz genau, dass diese Initiative ihre europapolitische Option – sie haben ja unterdessen eine zweite Initiative eingereicht, mit welcher sie den Beitritt zur Europäischen Union fordern – in keiner Weise befördern kann. Sie ist also in keinem europapolitischen Szenario sinnvoll und hilfreich. Deshalb muss sie klar abgelehnt werden. Wir hoffen, dass auch die Initianten dieses deutliche – hoffentlich auch im Rat deutliche – Ergebnis entsprechend

zur Kenntnis nehmen und dann bereit sein werden, die Initiative noch vor einer möglichen Volksabstimmung zurückzuziehen.

Ich empfehle Ihnen also zusammen mit dem Bundesrat und der einstimmigen Kommission die Ablehnung dieser Volksinitiative.

Schmied Walter (V, BE): Une initiative populaire déposée dans les règles de l'art peut tôt ou tard porter à conséquence. Il arrive même que les auteurs de l'initiative sont parfois rattrapés par l'histoire et pris à leur propre jeu. Les membres du mouvement Né le 7 décembre, à l'origine de l'initiative populaire «pour notre avenir au coeur de l'Europe», lancée au lendemain du vote sur l'Accord sur l'Espace économique européen, l'auront compris à leurs dépens. Le groupe UDC, quant à lui, rejettera cette initiative pour les évidences suivantes. L'initiative demande que la Suisse devienne membre de l'EEE. A cette fin, elle délègue toutes compétences au Conseil fédéral pour négocier et conclure les traités nécessaires. N'étant pas à une contradiction près, les auteurs du texte chargent paradoxalement les autorités de veiller à préserver les acquis démocratiques lors de l'adaptation du droit suisse au droit de l'EEE.

Le message du Conseil fédéral est catégorique: l'acceptation de l'initiative signifierait que ni le Parlement, ni le peuple, ni les cantons ne seraient appelés à se prononcer sur l'Accord sur l'Espace économique européen alors renégocié par le Conseil fédéral. De fait, en votant la présente initiative, le souverain se prononcerait en faveur d'une délégation de compétence dont il ignorerait toute la portée.

Le comité d'initiative reconnaît lui-même ce problème majeur, car il n'est pas sans savoir que 560 actes communautaires nouveaux ont été adoptés par le Conseil mixte de l'EEE depuis le 1er janvier 1994. Ces nouveaux actes font donc partie intégrante du grand dossier qu'il s'agirait aujourd'hui de renégocier. Dans ces circonstances, il serait politiquement déraisonnable et juridiquement contestable de s'écarter de l'actuelle répartition constitutionnelle des compétences. Celle-ci a fait ses preuves et il n'y a pas lieu de la modifier. Les politiciens favorables à une adhésion de la Suisse à l'Union européenne souhaitent précisément esquiver le débat de fond que suscite cette initiative.

Ils auraient souhaité que le comité d'initiative la retire avant les débats au Parlement, mais il n'en fut rien.

Aujourd'hui, les auteurs de l'initiative sont désabusés. En effet, lassé par le gros des parlementaires, tout comme par d'autres politiciens qui jadis l'ont incité à l'action, le mouvement Né le 7 décembre ne cède plus au jeu de la manipulation. Ces jeunes rejettent les conseils de leurs pairs et maintiennent, pour l'instant du moins, le texte de l'initiative. Ils obligent ainsi notre Parlement, en l'occurrence le Conseil national, à en découdre malgré lui aujourd'hui.

Nous n'en voudrions bien sûr nullement aux jeunes du comité d'initiative qui se battent en fait pour relever leur propre défi. Mais, nous osons l'affirmer, leur bataille est perdue d'avance; certains indices le laissent supposer. L'initiative sera bien retirée en temps opportun, mais elle ne le sera qu'après les débats au Parlement, lorsque le mouvement Né le 7 décembre, de son propre chef, en aura décidé ainsi. Certes, en optant pour cette variante, les auteurs de l'initiative perdront la bataille, mais ils auront résisté aux pressions et ils auront surtout sauvé la face. On ne pourra pas forcément en dire autant de ceux qui les auront initialement incités à cette action et qui préfèrent aujourd'hui échapper au débat de notre plénum. La leçon devrait profiter à chacun. Il ne suffit pas de favoriser le lancement d'une initiative, encore faut-il être en mesure d'en assumer le contenu.

Lachat François (C, JU): Permettez-moi d'adresser préalablement des hommages et des remerciements aux jeunes du mouvement Né le 7 décembre, parce qu'ils nous poussent finalement à avoir un véritable débat de fond alors que nous pourrions nous contenter d'une simple analyse constitutionnelle de cette initiative. Mais tel, à proprement parler, n'est en tout cas pas mon propos.

Je dois tout d'abord vous avouer qu'il n'est pas simple, ni aisé de débattre de cette affaire ici et maintenant, notamment pour un Européen convaincu quant au fond et partageant totalement les besoins d'ouverture des initiants. Car, malheureusement, je devrai apporter un certain nombre de bémols et marquer certaines divergences. Mais je tente de me rassurer et, je l'espère, vous avec moi, en citant les propos d'une initiante qui disait: «Lorsque nous aurons un véritable projet d'ouverture, alors nous nous retrouverons tous réunis.»

Car voyez-vous, le vrai problème n'a strictement rien à voir avec la conjoncture, avec la tactique ou avec les réserves mentales populistes. Le vrai problème tient essentiellement aux deux seuls termes de l'alternative suivante: ou bien la voie solitaire, l'insularisation, la satellisation, ou bien l'intégration avec la codécision.

Le résultat du vote de lundi pouvant laisser croire qu'il pourrait y avoir mélange des genres ou mélange des termes, je tiens ici à le clamer: cela n'est en aucune manière le cas. Voyons cela rapidement par le menu, si vous le voulez bien. Lancée au lendemain de ce fameux dimanche noir pour notre économie et, par voie de conséquence, pour notre pays, l'initiative n'a pas pu prendre en compte la rapidité de l'évolution générale, sinon du peuple, en matière de politique étrangère et d'intégration. De ce fait, elle ne peut pas correspondre aux besoins actuels de la politique. Et d'ailleurs, les initiants le reconnaissent eux-mêmes, eux qui nous ont avoué en Commission de politique extérieure, qu'ils étaient prêts à retirer leur initiative si les résultats des négociations bilatérales étaient satisfaisants. Donc, il vaudrait beaucoup mieux surseoir au traitement de cette initiative jusqu'à l'aboutissement des négociations bilatérales. Mais les délais nous imposent de traiter cette affaire hic et nunc.

C'est la raison pour laquelle la Commission de politique extérieure recommande, à l'unanimité, le rejet de l'initiative sans contre-projet, mais en signalant et en affirmant que l'Espace économique européen reste une option, et ceci en tant qu'étape.

Les initiants, tels que nous avons pu les percevoir, ont pour but de sauvegarder l'élan d'ouverture en éliminant les causes de ce moratoire européen du 6 décembre, à savoir le peuple et les cantons. Or, c'est précisément avec le peuple et les cantons, et non pas contre le peuple et les cantons, que nous devons réussir l'intégration européenne, intégration dans l'ordre et sans aucune précipitation. Nous devons décider tous ensemble si, quand et comment nous franchirons le pas. Il en va tout simplement de notre crédibilité et du pacte de confiance qui nous lie au peuple souverain.

Il est parfaitement clair que le contenu et les implications d'un Espace économique européen bis ne peuvent être circonscrits qu'à l'issue de nouvelles négociations. Dès lors, on peut dire non à une délégation de compétence tant et aussi longtemps que nous ne connaissons pas le résultat de ces négociations. Mais on peut aussi dire que la nature et le contenu de l'Espace économique européen sont parfaitement connus: rien que l'acquis, tout l'acquis. Dès lors, en acceptant l'initiative, on accepte l'Espace économique européen, et non pas une simple délégation de compétence.

Ceci me faisant passer de la forme au fond pour vous dire: finalement, c'est quoi, cet Espace économique européen? C'est ce que le peuple et les cantons ont refusé le 6 décembre. C'est la participation au marché intérieur par la reprise de l'acquis communautaire, augmenté d'un bon tiers selon le message du Conseil fédéral. Oui, c'est cela, mais c'est aussi l'impossibilité de participer à l'Europe monétaire. Et quid d'une politique économique sans une politique monétaire? Quid d'une monnaie qu'on laisserait affronter seule les intempéries? C'est aussi l'impossibilité de participer à l'Europe sécuritaire de Schengen. Mais je vous dirai que c'est aussi, finalement et surtout l'absence de véritable codécision, l'impossibilité de faire valoir réellement nos propres intérêts, c'est l'absence de dimension politique et le confinement à une vision purement économique.

Ça n'est même pas l'Europe des marchands, c'est simplement l'accès au marché, libre de toute contingence sociale, culturelle et environnementale, exonéré de la solidarité et de

la sécurité. Car, voyez-vous, il n'y a même pas de gain dans la défense de nos intérêts dans l'Espace par rapport à l'adhésion. En acceptant cette initiative, on finirait par rétrécir le champ de nos options telles que définies par le Conseil fédéral dans son message, à savoir la voie solitaire, l'Espace économique européen ou l'adhésion.

Et finalement, pour vous donner le fond de ma pensée, je vous dirai que j'étais prêt à faire le pari d'un Espace économique bis, tout en sachant qu'il porte en germe la satellisation par l'absence de véritable codécision, et ceci tout simplement en partant d'un postulat incontournable de la politique suisse: l'histoire, la tradition suisse sont marquées, de 1291 à nos jours, par le refus de toute délégation de compétence sans contrôle. C'est sur cette base, sur ce postulat, que je faisais le pari d'un Espace bis – ce sas de décompression, de décantation ou de sédimentation, comme vous préférerez –, qui ne serait qu'une étape, parce que je faisais le pari que le souverain suisse, à terme, refuserait cette délégation de compétence. Car rien, rien dans cette affaire, n'est stable, statique ni définitif. Mais, je vous l'avoue tout de go, je me suis trompé, ou je commence à me méfier, c'est selon, comme diraient les Vaudois chers à M. Delamuraz, conseiller fédéral! Voilà pourquoi je crois que de plus en plus nombreux seront ceux de nos concitoyennes et de nos concitoyens qui finiraient par se contenter simplement de cet accès au marché, redoutant les cautèles d'une communauté solidaire et sécuritaire. Il s'agit là d'une réelle question philosophique, d'un réel problème politique: l'organisation de la vie en commun par la défense et la responsabilité communes de nos intérêts communs.

Devant les défis, les interpellations, mondialisés ou globalisés, de l'économie et de la finance, nous autres Suisses, nous n'avons pas simplement capacité de répondre ou d'apporter des réponses de style insulaire, nous avons à tout le moins à apporter des réponses de type européen. Et nous autres, les représentants du peuple, nous ne pouvons, en aucune manière à mes yeux, accepter cette quasi-mutilation du souverain.

Bien sûr, notre responsabilité est de planter le décor adéquat permettant au monde économique de se mouvoir le mieux possible et de générer les richesses nécessaires au bien-être de notre pays.

Mais nous avons la responsabilité, je devrais dire le devoir suprême, d'organiser la société – au sens du grec «polis»: une société solidaire et sécuritaire pour le bien de chacun et de tous.

Pour terminer, je vous dirai tout simplement que, pour ces raisons de forme et de fond, tout en remerciant encore une fois les jeunes du mouvement Né le 7 décembre – parce que ce qu'ils ont fait il, fallait le faire –, tout en prenant date pour nos prochains débats, je vous propose de recommander le rejet de l'initiative soumise à notre sagacité.

Präsident: Herr Vetterli stellt den Ordnungsantrag, die Redezeit für Einzelredner von fünf auf drei Minuten zu verkürzen.

Vetterli Werner (V, ZH): Meine sparsam anwesenden Kolleginnen und Kollegen, Sie haben es gehört: Wir haben noch Voten mit einer Gesamtdauer von etwa fünf Stunden zu erwarten. Wir haben ein sehr breites Sessionsprogramm vor uns. Es ist klar, das Geschäft ist in der Kategorie I eingeteilt, jedermann kann sich dazu äussern.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, dass wir die Redezeit, weil wir uns alle über die Ablehnung der Initiative im klaren sind, von fünf auf drei Minuten beschränken.

Tschopp Peter (R, GE): J'ai beaucoup de sympathie pour la motion d'ordre Vetterli, mais j'ai aussi à cœur la proportionnalité et l'équité des règles auxquelles nous sommes soumis. Que nous sommes trop bavards, je suis le premier à le constater. Mais alors, que nous nous limitons sur toute la ligne, et pas seulement lorsque nous parlons d'Europe, parce que ça donne un signal politique! Tout comme l'absence d'une motion d'ordre Vetterli concernant l'initiative populaire «pour des

produits alimentaires bon marché et des exploitations agricoles écologiques» donnait un signal politique.

Dans ce pays, il faut s'habituer à considérer qu'il n'y a pas qu'un seul public, le nôtre, celui constitué par ceux qui font des efforts pour nous élire. Nous sommes le point de mire de nos voisins, par exemple. Je dis donc avec une ferme clarté que si nous voulons changer nos règles, chargeons le Bureau de le faire sur toute la ligne, mais n'introduisons pas deux poids et deux mesures, au gré de nos positions au sujet de l'Europe, qui vaut bien un débat.

Je vous propose de rejeter la motion d'ordre Vetterli.

Präsident: Wir haben abzustimmen. Ich muss Ihnen namens des Büros zu bedenken geben, dass unsere Planung berechenbar sein muss. Ich muss mich deshalb eher gegen den Ordnungsantrag aussprechen. Hingegen bitte ich Sie um Verständnis, wenn wir zwischenhinein mit moralischen Appellen versuchen werden, Sie dazu zu bringen, Ihre Redezeit nicht voll auszuschöpfen. Also nicht Regulierung, sondern Redezeit nicht voll auszuschöpfen.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Vetterli
Dagegen

25 Stimmen
66 Stimmen

Moser René (F, AG): In der APK wurde die Initiative erstmals im Oktober 1995 behandelt. Aus der damaligen Kommissionsberatung habe ich einige Kommentare und Argumente noch sehr wohl im Ohr:

1. Die Initiative sei der falsche Weg. Es könnte für das Ausland ein falsches Signal sein, wenn die Initiative vom Volk abgelehnt würde. Die klare Ablehnung der Initiative, z. B. mit bis zu 80 Prozent der Stimmen, könnte für weitere Initiativen im Bereich der Integrationspolitik verheerende Folgen haben usw.

2. Auch damals wurde natürlich befürchtet, dass die Behandlung der Initiative zu einer Grundsatzdebatte über einen EWR-Beitritt oder gar zu einer Diskussion über EU-Beitrittsverhandlungen führen könnte. Wie Figura zeigt, ist es nun wieder so. Dies sollte man aus schlechter Stimmung heraus nicht tun.

3. Eine andere Meinung war, dass man 1996 mit neuen Parlamentsmitgliedern in Ruhe eine Diskussion über die schweizerische Integrationspolitik führen sollte. Die politische Lage sei noch nie so günstig gewesen wie 1996. In einem Jahr, in dem keine bedeutenden Wahlen anstehen würden, könne eine offene und ehrliche Diskussion stattfinden. Als Aargauer und Deputierter der FPS bedauere ich natürlich, dass es Ende letzten Jahres nicht so kam und dass die Diskussion in der Öffentlichkeit nicht stattfand. Sie wissen warum. Wenn man aber so argumentiert, dann bestätigt dies mit Sicherheit nur eines, nämlich wie verlogen man offensichtlich in der Öffentlichkeit diskutiert, wenn Wahlen anstehen.

4. Eines war damals und ist heute der grundsätzliche Tenor – sogar aller Euro-Turbos –: Die Initiative sei eine Fehlkonstruktion. Nur: Schon damals waren die jungen Initianten unbelehrbar. Sie wissen auch, dass sie die schweizerischen Volksrechte völlig legitim nutzen und selbst entscheiden können, ob sie die Initiative zurückziehen wollen oder nicht.

Allerdings ist klar: Eine Volksinitiative kann inhaltlich auch ein völliger «Chabis» sein. Das wird nämlich nicht geprüft. Damit habe ich jetzt nicht gesagt, dass diese Initiative «Chabis» sei. Aber sie hat ein Riesenproblem: Sie wird von niemandem unterstützt. Für die Freiheits-Partei ist es jedoch klar: Diese Initiative wird vor dem Volk keine Gnade finden.

Es ist nicht nur, wie der Berichterstatter gesagt hat, eine Einmaligkeit, dass sich die Kommission einstimmig für die Ablehnung entschieden hat. Ein Unikum stellt auch das Vorgehen in der APK in der Januarsitzung dar.

In der Januarsitzung wurde eine zweite Anhörung der Initianten durchgeführt. Das ist auch einmalig und ein sehr sonderbares Vorgehen, dass man bei der Beratung einer Initiative die gleichen Leute zweimal anhört. Ich sehe darin nur eines: Offensichtlich wollte man erwirken, dass diese Leute die Initiative zurückziehen. Das ist dann nicht gelungen. Nach der

heutigen Debatte wird es vielleicht gelingen, sie zum Rückzug ihrer Initiative zu bewegen.

Noch ein Wort zum inhaltlichen Teil: Die Initiative verlangt im Grundsatz, dass die Schweiz einen Vertrag über den Europäischen Wirtschaftsraum eingehen soll. Weiter verlangt sie, der Bundesrat sei zu ermächtigen, die notwendigen Abkommen auszuhandeln, abzuschliessen und zu ratifizieren. Dazu kann ich nur eines sagen: Nach den Informationen, die ich in Strassburg eingeholt habe, beabsichtigt die EU überhaupt nicht, jemals wieder einen EWR zu konstruieren. Das müssten unsere Leute, die dort vertreten sind, genau wissen. Sie wird ebenfalls nicht mit weiteren Ländern einen neuen EWR aushandeln wollen, auch wenn im Hintergrund immer wieder die Meinung aufgetaucht ist, bei einem Scheitern der bilateralen Verhandlungen werde man über einen zweiten EWR abstimmen. Mit wem aber wollen Sie ein solches Abkommen abschliessen? Wer wäre denn Ihr Partner? Ich denke, es ist nicht die EU.

Wenn das Volk nun über einen Vertrag oder über Vertragsinhalte abstimmen sollte, die es nicht kennt, wäre es meines Erachtens sehr blauäugig zu glauben, irgend jemand würde diese Katze im Sack kaufen. Seit 1992 wurden ganze Bände neuer Rechtsakte durch die EU verabschiedet. Ich bin überzeugt, dass der Grossteil in diesem Saal deren Inhalte auch nicht kennt. Ansonsten soll man mir das erläutern.

Man weiss jetzt schon, dass diese Initiative nicht einmal von den vehementesten Befürwortern eines EU-Beitritts unterstützt wird. Sie sprechen im übrigen auch von Druckmitteln seitens der Initianten, das sei nicht geeignet. Klar sei auch, dass bei einem Scheitern die Neuauflage kommen werde.

Ich denke mir: Machen Sie nur weiter so, indem Sie sagen: «Ja, wir geben darauf nichts, wir werden das sowieso wieder neu auflegen.» Ich sehe einfach keinen Partner auf Ihrer Seite für einen EWR II. Erzählen Sie mir einmal, wo diese Partner für einen EWR II sind!

Ich bitte Sie namens der Fraktion der Freiheits-Partei, die Initiative ohne Gegenvorschlag abzulehnen. Wir haben keine Angst vor dieser Volksabstimmung.

Thür Hanspeter (G, AG): Herr Moser, was ist so schlimm daran, wenn die Aussenpolitische Kommission versucht, den Initianten klarzumachen, dass ihre Initiative völlig verfehlt ist und sie die Initiative im Interesse der Sache, die sie verfolgen, doch eigentlich besser zurückziehen? Das ist doch vernünftig. Ich begreife zwar, dass Sie sich ärgern, dass die APK das tut, weil Sie die Auseinandersetzung um diese Initiative führen wollen. Ich verstehe Ihre Überlegungen, aber Sie müssen der APK zubilligen, dass sie einen anderen Weg geht, als Sie gehen wollen. Die Initianten wollen, dass das Volk einem EWR-Beitritt ohne Wenn und Aber zustimmt, bevor bekannt ist, was eigentlich der Inhalt dieses Vertrages ist. Zu verhindern, dass man eine solche Abstimmung durchführen soll und will, ist doch mehr als sinnvoll und richtig.

Für die grüne Fraktion ist klar: Diese Initiative ist in jeder Hinsicht verunglückt. Die Initianten würden ihrer Sache tatsächlich den besten Dienst erweisen, wenn sie sie zurückziehen würden. Es ist immer noch Zeit, dies zu tun. Ich bin überzeugt, wenn in diesem Rat einhellig und klar ausgedrückt wird, was wir von dieser Initiative halten – wie das in der APK geschehen ist –, dann wird dies auch ein klares Signal an die Adresse der Initianten sein.

Die Hoffnung, die die Initianten verfolgen, es liesse sich im heutigen Zeitpunkt eine fruchtbare Integrationsdebatte entfachen, kann die grüne Fraktion in keiner Art und Weise teilen. Wir sind nicht bereit, uns auf der Basis dieser Initiative auf eine Integrationsdebatte einzulassen. Diese Initiative ist hierfür unbrauchbar, und es wäre am besten, wenn sie zurückgezogen würde. Wer dennoch diese Hoffnung hegt, der handelt gegen seine Ziele, der handelt kontraproduktiv, das muss klar gesagt werden.

Auch die Absicht der Initianten, mit dieser Initiative Druck auf die bilateralen Verhandlungen auszuüben, ist völlig absurd. Diese Funktion könnte die Initiative nur dann erfüllen, wenn sie im Fall des Scheiterns der bilateralen Verhandlungen eine wirkliche Perspektive, eine politische Option, wäre, die

man verfolgen könnte. Auch das hat keinen wirklichen Boden. Wer mit einer solchen Initiative dem Volk zumutet, es solle einer supranationalen Organisation beitreten, ohne die Bedingungen dieses Beitritts zu kennen, der begreift offensichtlich die demokratischen Gepflogenheiten in diesem Land zuwenig und der schadet dem Anliegen, das er verfolgt. Die Initiative bietet aus der Sicht der grünen Fraktion in keiner Hinsicht eine Zukunftsperspektive – auch nicht als Druckmittel im Rahmen der bilateralen Verhandlungen! Die grüne Fraktion lehnt sie deshalb einstimmig ab.

Mühlemann Ernst (R, TG): Es ist erstaunlich, wie leicht sich die Schweiz auf globaler Ebene wirtschaftlich öffnet und ohne Wenn und Aber den WTO-Vertrag akzeptiert. Es ist bedauerlich, welch grosse Mühe wir haben, ein Verhältnis zu unseren Nachbarn im Herzen Europas zu finden.

Ich verstehe eine junge Generation, die ungeduldig wird und versucht, uns mit Initiativen mehr Ansporn zu geben. Die Initianten sind sehr sympathische junge Leute. Sie sind so sympathisch, dass wir sie zweimal eingeladen haben. Ich habe mich nicht daran gestört, denn der Dialog war interessant. Aber die jungen Leute waren knallhart. Sie liessen sich nicht erweichen. Nun haben wir eben diese Initiative zu behandeln. Wir haben sie in der Aussenpolitischen Kommission einstimmig abgelehnt. Die freisinnig-demokratische Fraktion unterstützt diese einmütige Ablehnung.

Die Initiative ist sehr klar. Man strebt einen EWR II an, ohne dabei allerdings politische, soziale und ökologische Eigenarten der Schweiz verlieren zu wollen. Man will auch die Kompetenz der Kantone uneingeschränkt erhalten. Dazu kann sogar die SVP ja sagen!

Dann kommt aber etwas, was natürlich nicht geht: Man kann die Kompetenz, den Vertrag auszuhandeln, abzuschliessen und sogar zu ratifizieren nicht ausschliesslich dem Bundesrat geben – unter Umgehung des Parlamentes und des Volkes. Das ist etwas, was in einer direkten Demokratie unserer Prägung nicht geht. Zudem hat das Schweizervolk nach dem EWR-Nein die Regelung im Geschäftsverkehrsgesetz klar akzeptiert, dass die Aussenpolitischen Kommissionen das Konsultationsrecht haben. Die Mitbestimmung des Volkes ist dadurch noch einmal verstärkt worden. Darum hat uns der Bundesrat zu Recht empfohlen, die Initiative abzulehnen, und wir werden das auch tun!

Ich habe aber einer jungen Generation gegenüber ein schlechtes Gewissen, wenn wir das nur mit einem trockenen Nein tun. Es ist wunderbar, Herr Vollmer, dass wir alle einmütig nein gesagt haben – übrigens nicht zum ersten Mal in der Aussenpolitischen Kommission! Wenn man uns aber die Frage gestellt hätte «Was dann?», dann wäre diese Kommission wieder in verschiedene Lager auseinandergefallen. Es ist das Drama unserer Europapolitik, dass wir uns nicht auf einen möglichen Weg, der Erfolg verspricht und vom Volk akzeptiert wird, einigen können. Ich weiss nicht, warum es nicht möglich ist, auf das zeitliche Nebeneinander zu verzichten, darauf zu verzichten, bilaterale Verhandlungen zu führen und gleichzeitig ständig vom EWR zu träumen oder von der Vollbeitrittssituation zu reden.

Wir sind vom Volk dazu verpflichtet worden, das zeitliche Nacheinander pragmatisch zu akzeptieren; d. h. jetzt in erster Priorität, die bilateralen Verhandlungen endlich zu Ende zu führen. Unsere wirtschaftliche Situation verlangt das.

Wenn wir wirtschaftliches Wachstum wollen, brauchen wir wirtschaftliche Brücken zur EU. Wenn wir wettbewerbsfähig sein wollen, brauchen wir gleich lange Spiesse in Europa. Wenn wir Arbeitslosigkeit bekämpfen wollen, müssen wir die Wirtschaft stärken. Das geht unter anderem nur, wenn wir zu diesem Europa endlich ökonomische Beziehungen haben, die uns etwas Auftrieb geben. Das geht nicht anders als über diese bilateralen Brücken.

Wir brauchen die Forschungsverträge – in einem Land, in dem jetzt die Mehrheit der Forschungsaufträge im Ausland liegt und nicht mehr bei uns. Wir brauchen Abbau der technischen Handelshemmnisse. Wir brauchen Zugang zum öffentlichen Beschaffungswesen. Wir brauchen den Agrarmarkt Europas. Und wir brauchen auch den freien Personen-

verkehr, bei dem übrigens die Verhandlungsleitung – da kann man nur gratulieren – einen grossen Teilerfolg erzielt hat.

Das sollte uns eigentlich ermutigen, auch das letzte, schwierigste Dossier zu beenden, nämlich das Dossier Verkehr – wobei das ganz dringend ist, weil die Swissair auf Sein und Verderben mit diesem Dossier gekoppelt ist.

Wir werden nicht warten können, bis jede Kommission ihre Neat-Vorstellungen entwickelt hat. Das geht noch bis zum Sankt-Nimmerleins-Tag. Wir werden wahrscheinlich auf dem bisherigen Transitvertrag aufbauen und Zugänge für die 40-Tonnen-Lastwagen schaffen müssen – aber in Harmonisierung mit Österreich und Frankreich. Irgendwo wird eine solche Zwischenlösung angestrebt werden müssen.

Wenn wir das haben, kommt eine zweite Gruppe von Dossiers auf uns zu. Wir haben endlich auch den Zugang zum europäischen Bildungswesen zu schaffen. Wir haben nur die Forschungs-, aber nicht die Bildungsverträge. Unsere audiovisuellen Programme müssen in den europäischen Markt gebracht werden können.

Wir müssen im Bereiche des Pflanzenschutzes, des Veterinärwesens Lösungen finden. Wir müssen im Bereich geistiges Eigentum anerkannt werden. Wir müssen sogar beim passiven Textilveredelungsverkehr gewisse Restprobleme lösen. Und wir sind gar niemand in der europäischen Statistik. Wir müssen dazu den Zugang finden.

Das sind Aufgaben, die für uns ganz wichtig sind und die gelöst werden können, wenn wir endlich diese erste Etappe geschlossen in Angriff nehmen.

Dann ist es natürlich nicht gerade intelligent, wenn man für die Fortsetzung die Türen zumacht. Ich kann nicht verstehen, dass man absolut und für alle Zeiten zu einem EU-Beitritt nein sagen kann; nein, das bleibt eine Option, eine Möglichkeit. Es gibt auch Vertreter unserer Partei, die das als Ziel betrachten; das ist auch erlaubt. Es gibt andere, die sagen, der EWR II sei eine Lösung, besonders wenn wir die Situation in Norwegen, in Island oder in Liechtenstein anschauen. In dieser Beziehung haben wir tatsächlich in irgendeiner Weise pragmatisch eine Öffnung vorzunehmen, und zwar nicht langsam, sondern eher schnell.

Dass wir kein schlechtes Gewissen haben müssen, zeigen wir dann, wenn wir so aktiv am Frieden Europas mitwirken, wie wir das in der OSZE-Präsidiumsphase getan haben. Gleichzeitig können wir uns auch stolz wähnen, dass wir im Europarat für Menschenrechte und Demokratie kämpfen und damit unseren Beitrag zu Europa leisten.

Ich würde es schäbig finden, wenn wir der jungen Generation nur nein sagen, ohne ihr Perspektiven aufzuzeigen, die realisierbar sind. Wir müssen in der Europapolitik endlich wieder einmal Tore schiessen und Motivationserlebnisse haben und sollten nicht nur Frustration erleben müssen.

Ruffy Victor (S, VD): C'est avec un peu de tristesse que je me vois dans l'obligation aujourd'hui de parler contre l'initiative des «Jeunes» intitulée: «pour notre avenir au coeur de l'Europe», car j'ai le plus grand respect pour le travail qu'ils ont accompli. Le rejet de l'initiative par le groupe socialiste n'est bien entendu pas un refus de l'idée européenne, mais bien celui d'une forme de rapprochement, qui est aujourd'hui dépassée. Jamais la conjoncture n'a été aussi défavorable à l'adoption des trois nouveaux articles constitutionnels qui nous sont soumis. Né au lendemain de l'échec du 6 décembre 1992, conçu peut-être un peu dans la hâte et dans le ressentiment, le texte n'a pas résisté à l'épreuve des quatre ans qui se sont écoulés depuis lors.

Cette initiative est critiquable dans la voie du rapprochement à l'Europe qu'elle emprunte. Sans vouloir enterrer définitivement la voie de l'Espace économique européen, qui rend encore service aux pays qui l'ont rallié dès le départ, on doit bien avouer que cette forme de rapprochement ne présente plus d'attrait pour les pays qui lorgnent vers Bruxelles. Déjà en 1995, le commissaire van den Broek, en parlant de l'EEE, nous disait: «Si c'était à refaire, nous ne le referions pas». Aucun pays d'Europe centrale aujourd'hui ne songe à choisir une telle voie.

Elle ne paraît pas non plus représenter beaucoup d'intérêt pour notre pays au moment où nous nous approchons de la fin des négociations bilatérales, car avec l'EEE, nous buterons sur les mêmes difficultés que nous rencontrons avec les négociations bilatérales, sans que celui-ci nous apporte beaucoup plus, surtout pas cette possibilité de participer à l'élaboration de la politique européenne que nous souhaitons.

Dans les circonstances actuelles, la proposition d'un Espace économique européen ne vaut plus la peine, elle risque même d'avoir un caractère trompeur.

Cette initiative est critiquable aussi par la forme institutionnelle qu'elle cherche à introduire en matière de ratification d'accords internationaux. En mettant hors circuit le Parlement et le peuple, y compris les cantons, jusqu'à la phase de ratification de l'EEE, l'initiative confère un pouvoir absolu au Conseil fédéral, en totale contradiction avec l'article 85 alinéa 5 de la constitution et naturellement, M. Mühlemann l'a relevé, en totale contradiction aussi avec l'article 47bis a de la loi sur les rapports entre les Conseils.

Quant au peuple, il a évidemment le droit de se dessaisir lui-même de ses pouvoirs. Mais devons-nous vraiment, dans le climat actuel, à la veille de la votation sur l'initiative «Négociations européennes. Que le peuple décide!», dire à ce peuple qu'il doit renoncer à ses droits? Est-ce vraiment bien sage? Le sort de l'initiative des «Jeunes» est scellé d'avance. Qu'ils comprennent que dans ces conditions un scrutin serait non seulement regrettable, mais encore dangereux pour la cause européenne. En laissant cohabiter cette première initiative avec la seconde qu'ils ont menée avec succès à terme, les jeunes sèment la confusion; bien plus, ils parasitent par la première les effets de la seconde initiative. Qu'ils la retirent, cette initiative!

En tout cas, en attendant et au nom du groupe socialiste, je vous demande de rejeter cette initiative sans contre-projet.

Widmer Hans (S, LU): Die Motive, welche zur Initiative «für unsere Zukunft im Herzen Europas» geführt haben, verdienen die volle Anerkennung der SP-Fraktion. Die knappe Ablehnung des Beitritts der Schweiz zum EWR hat vor allem viele Jugendliche in diesem Land tief und nachhaltig erschüttert. Aus echter Sorge um die Zukunft haben sie in kurzer Zeit die nötigen Unterschriften für das heute zu diskutierende Volksbegehren zusammengebracht.

Die Idee der Initiative war im damaligen Zeitpunkt bestechend. Mit einer neuen Verfassungsbestimmung sollte der Bevölkerung die Gelegenheit geboten werden, raschestmöglich noch einmal über den EWR-Beitritt entscheiden zu können. Viele SP-Exponenten unterstützten damals dieses Anliegen, weil sie damit die Diskussion über die Integrationspolitik in Gang halten wollten.

Leider aber genügt es nicht, ein an sich erstrebenswertes Ziel vor Augen zu haben. Ebenso bedeutsam ist nämlich auch der Weg, der zu diesem Ziel führt. Dieser hat in unserem Lande, wenn es sich selber treu bleiben will, so demokratisch wie möglich zu sein. Gerade in diesem Punkt aber hapert es bei der Initiative. Sie möchte nämlich, wie bereits verschiedentlich betont, mittels einer Verfassungsbestimmung dem Bundesrat eine für unsere Verhältnisse allzuweit gehende Kompetenz erteilen. Er, der Bundesrat, soll die notwendigen Abkommen aushandeln, abschliessen und ratifizieren können.

Das geht zu weit, denn das konkrete Verhandlungsergebnis, das sicher nicht mehr mit der ehemaligen EWR-Vorlage identisch sein wird, müsste samt den entsprechenden Anpassungen des Landesrechtes weder dem Parlament noch dem Volk vorgelegt werden.

Die SP hat es immer wieder betont: Wir wollen als Demokraten nach Europa, und wir hegen die Hoffnung, dass das demokratische Modell der Schweiz für Europa einen gewissen Modellcharakter bekommt. An diesem Willen und an dieser Hoffnung halten wir auch heute noch fest. Deswegen können wir das in der Initiative geforderte einstufige Verfahren nicht akzeptieren. Die gleichzeitige Kompetenzerteilung zum Verhandeln und zur Ratifizierung verletzt in unseren Augen we-

sentliche Spielregeln schweizerischer demokratischer Gepflogenheiten. Zwar können wir für die integrationspolitische Ungeduld der Initianten Verständnis aufbringen, denn auch wir wollen möglichst schnell nach Europa. Aber wir wollen dabei auf keinen Fall wesentliche Elemente unseres Selbstverständnisses und unserer Demokratie aufs Spiel setzen. Deswegen müssen wir – zwar schweren Herzens – die Initiative ablehnen.

Trotzdem möchten wir, und das ist sehr ehrlich gemeint, den Initianten für ihre ausserordentlichen Anstrengungen danken. Denn ihnen kommt das historische Verdienst zu, in einer Zeit der hereinbrechenden und hoffentlich nur vorübergehenden integrationspolitischen Resignation ein Zeichen der Hoffnung gesetzt zu haben. Es ist ein Zeichen, dessen Saat zwar nicht unmittelbar aufgeht, das längerfristig aber um so reichere Früchte tragen dürfte.

Eggly Jacques-Simon (L, GE): Le 6 décembre 1992 a été une expression de volonté populaire: d'une majorité des cantons et d'une faible majorité du peuple. Ce vote a laissé une partie de la population, une partie de la Suisse K.-O., groggy, en tout cas pendant un moment, et il a laissé les autorités, le Conseil fédéral et le Parlement, également K.-O. pour le compte.

Il fallait se réveiller, et c'est le grand mérite, un mérite auquel j'aimerais rendre hommage, de ces jeunes dits du mouvement Né le 7 décembre d'avoir lancé cette initiative populaire «pour notre avenir au coeur de l'Europe». Il fallait rebondir, il fallait dire que nous étions, en effet, que la Suisse était au coeur de l'Europe, que son avenir était un avenir européen. Il ne fallait pas se laisser aller à une sorte de résignation, à une sorte de désespoir peut-être pour certaines générations, et aussi à la division du pays. Il fallait en appeler à la suite du débat démocratique. C'est ce que ces jeunes ont fait.

Ils ont compris que, si, au cours de notre histoire, il y a eu des périodes où, tout en étant au coeur de l'Europe, nous devions être en résistance, il y a aujourd'hui une période de l'histoire que nous vivons, la fin de ce siècle, en préparant le siècle prochain, où être au coeur de l'Europe c'est participer au destin de l'Europe, c'est participer aux décisions, c'est participer en somme à la construction d'une Europe qui soit de paix, qui soit de civilisation. Pour cela, nous devons dire, et en prenant date, merci aux jeunes du mouvement Né le 7 décembre qui nous ont rappelé, alors que tout était en quelque sorte ébranlé que, oui, l'avenir de la Suisse est au coeur de l'Europe.

Cela étant, cette initiative a plusieurs défauts. Elle a d'abord un défaut formel. Elle changerait, en effet, en quelque sorte les règles du jeu démocratique, en imaginant qu'une fois acceptée, le Conseil fédéral pourrait avoir une sorte de chèque en blanc, de blanc-seing, de mandat de négociation, mais aussi de ratification, et qu'il n'y aurait plus besoin, une fois l'accord sur l'Espace économique européen nouveau négocié et signé, de revenir pour une ratification populaire.

Cette nouvelle forme de démocratie est contraire à nos traditions démocratiques et nous ne pouvons pas imaginer que cela puisse être établi dans la constitution. D'ailleurs, nous ne pouvons pas imaginer que le peuple serait d'accord de ne pas avoir le dernier mot sur des textes précis, mais qu'il pourrait tout simplement être d'accord de faire une sorte de vote d'autorisation préalable. Pour cette raison déjà, l'initiative, bien évidemment, a été mal pensée de ce point de vue juridique et dans l'esprit démocratique. Pour cette raison déjà, il faut évidemment dire non.

Mais il y a une autre raison qui tient au débat. Cette initiative complique le débat européen. Comme on vous l'a dit tout à l'heure, le temps a passé. En 1990, 1991, 1992, l'option Espace économique européen était une option intéressante, une option qui rassemblait un certain nombre de pays de l'AELE, une option qui pouvait permettre, entre les pays de ce qui n'était pas encore l'Union européenne, ou tout juste, et les pays de l'AELE qui étaient plus nombreux qu'aujourd'hui, un marché économique homogène. Depuis, vous le savez bien, un certain nombre de pays ont passé de l'AELE à l'Union européenne. Il n'y a plus maintenant dans l'AELE, en

dehors de la Suisse, que la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein et, comme on nous l'a dit tout à l'heure, cette option Espace économique européen est devenue une option qui a une allure de plus en plus transitoire et qui ne semble plus vraiment être une option capable de mobiliser dans un débat européen. Néanmoins, je me garderais de dire qu'à tout jamais cette option est à jeter et à oublier. On ne sait pas. Peut-être qu'en effet, qui sait, elle pourrait encore être un recours une fois.

Donc, je dis simplement que cette option me paraît beaucoup moins intéressante. Elle me paraît intéresser aussi beaucoup moins nos partenaires de l'Union européenne. Je ne l'élimine pas à tout jamais, mais j'aimerais quand même rappeler que si d'aventure nous devions revenir à une telle option, il faudrait renégocier un accord sur l'Espace économique européen. On ne pourrait pas tout simplement entrer dans ce qui a été rejeté le 6 décembre 1992. Et on nous a dit tout à l'heure que nous reprendrions l'acquis communautaire; mais, cet acquis communautaire a singulièrement augmenté depuis. Il y a un nombre considérable de nouvelles règles. Je dirai donc que les reproches de satellisation qui ont été faits à l'époque contre l'accord sur l'Espace économique européen seront d'autant plus percutants et, à certains égards, justifiés quand nous devrions renégocier cet accord.

Et puis, le Conseil fédéral, en partie réveillé par les jeunes d'ailleurs, et soutenu par notre Parlement, a respecté la volonté du peuple et, en même temps, a été fidèle à cette idée d'ouverture vers l'Europe en s'efforçant de négocier un accord bilatéral. Ah! cet accord bilatéral dont les opposants à l'Espace économique européen d'alors avaient l'air de nous dire que c'était une bien meilleure solution et qu'elle devrait être réalisée facilement et rapidement, on voit à quelles difficultés il se heurte: combien il est difficile de négocier dans sept domaines, dans sept domaines que l'Union européenne veut lier, et combien cela a été difficile, c'est difficile et ça l'est encore, notamment en matière de libre circulation des personnes et en matière de transports routiers. Néanmoins, il semblerait que, grâce à nos négociateurs auxquels il faut rendre hommage, nous soyons tout près de pouvoir nouer la gerbe et ratifier un accord. Tout au moins, Monsieur le Conseiller fédéral, je veux l'espérer fortement, et j'imagine que vous direz quelques mots à ce sujet tout à l'heure ou lundi prochain.

Mais, entre ce débat qui aura lieu au Parlement, si l'accord bilatéral est réalisé, et la campagne référendaire qui risque bien d'avoir lieu – car on peut imaginer qu'il y a un grand risque de référendum –, je ne vois pas très bien où viendraient s'insérer cette initiative et cette option sur l'Espace économique européen. Et si, ce qu'il faut espérer et ce que je crois, si le peuple était appelé à voter et ratifierait alors le résultat des négociations bilatérales qui, malgré tout, nous mettront – autre avantage – dans beaucoup de domaines dans le bain européen, nous nous trouverions alors dans une situation où, si je puis jouer sur les mots, il n'y aurait plus beaucoup d'espace pour un débat sur l'option Espace économique européen. Une fois l'accord bilatéral acquis – c'est la base sur laquelle nous devons vivre pour développer nos relations –, cet accord devra faire ses preuves et, au-delà de cet accord, je ne vois qu'une seule perspective: c'est le débat fondamental sur l'adhésion à l'Union européenne, le débat fondamental où il s'agira de savoir si nous voulons de plain-pied participer à l'histoire de l'Europe en tant qu'Etat souverain, mais en tant qu'Etat souverain participant à quelque chose qui pourrait amener et consolider la paix en Europe, et qui pourrait aussi permettre sa prospérité. Encore une fois, je ne vois vraiment pas quel espace il y a pour un débat sur l'Espace économique européen entre la ratification des négociations bilatérales et le débat qui devra s'ouvrir au bout d'un certain temps, quand ce sera politiquement suffisamment mûr, sur l'adhésion à l'Union européenne. D'ailleurs, les jeunes en sont tellement conscients qu'ils ont déjà lancé une nouvelle initiative: c'est celle-là finalement qui est la plus intéressante, c'est l'initiative qui demande une négociation pour l'adhésion à l'Union européenne. Et c'est cette initiative qui s'inscrira au cœur du vrai débat.

C'est pourquoi, après avoir dit aux jeunes de la première initiative que nous devons leur savoir gré d'avoir fait rebondir le débat au moment où nous étions dans le ressac, au moment où nous étions K.-O., eh bien je ne peux que leur dire maintenant, en Européen convaincu – et c'est la conviction très large, la conviction européenne des libéraux suisses –, qu'après avoir pris acte du résultat des négociations bilatérales – résultat qui je l'espère serait bon – ils devraient retirer leur initiative afin de s'inscrire avec toute leur fougue, leur enthousiasme, leur foi dans le vrai débat, le vrai débat européen d'aujourd'hui déjà, et de demain surtout.

Maspoli Flavio (D, TI): Herr Kollege Eggly hat uns überzeugt: Wir sagen ja zum EWR, ja zur EU, ja zur Uno, ja zu den Blauhelmen, ja zur Nato, und wir hoffen, dass in Bälde weitere solche Organisationen ins Leben gerufen werden, denen wir selbstverständlich und unverzüglich ebenfalls beizutreten bereit sind!

Spass beiseite; steter Tropfen höhlt den Stein. Europa ist seit Jahren – vielleicht können Sie das Rednerpult etwas senken, ich komme mir vor wie ein Affe; Sie werden sagen: das ist normal so – (*Heiterkeit*) ein sogenannter Dauerbrenner, ein politischer Dauerbrenner. Vielleicht glaubt jemand, es sei genug, das gleiche Geschäft immer wieder zu behandeln, um es dann doch noch irgendwie durchzubringen.

Die Frage, die man sich heute stellen muss, ist: Wer glaubt noch an den EWR? Ich glaube, nicht einmal mehr die Jungen, welche die Initiative gestartet haben! Avec 30 000 francs dans la poche, comme disait notre collègue, et combien y avait-il à la banque, Madame?

Ich stelle fest, dass die Tribünen praktisch leer sind und dass heute auf dem Platz niemand blaue Fähnchen mit Sternchen – ich glaube, sie wären gelb – verteilt hat.

Les héros sont fatigués. Peut-être parce que l'Europe elle-même est fatiguée. Peut-être est-elle fatiguée parce qu'elle a trop parlé sans rien conclure.

Die Schweiz sei im Herzen Europas, haben wir gehört, und niemand kann dieser Binsenwahrheit – une vérité de La Palice – etwas entgegensetzen. Aber gerade heute morgen haben wir in der überzeugenden Rede unseres Bundespräsidenten gehört, dass man aus der Geschichte lernen soll.

La storia ci insegna che un complesso come l'Europa politicamente non può essere che un'utopia. La storia ci insegna che fin dagli albori dell'umanità le tribù prima, i popoli e le nazioni in seguito hanno sempre trovato il sistema per litigare. Collega, se ride come ho detto oggi all'altro collega, – sembra che tutti devono ridere – mi fa piacere, perché «cuor contento il ciel l'aiuta».

L'indole stessa dell'essere umano lo porta a cercare all'interno di un territorio specifico o della società dei vantaggi e dei privilegi. E la storia ci insegna pure che chi detiene dei privilegi non li molla volentieri. Ecco perché l'Europa oggi è stanca, ecco perché il trattato di Maastricht non entrerà mai in vigore, e comunque non prima del 2010 – ammesso che allora l'Europa burocratizzata, il colosso dai piedi d'argilla esista ancora. Io ho dei seri dubbi – lei no, collega? Bravo. La Svizzera, a dare ascolto a gran parte della classe politica, dovrebbe oggi scusarsi per ciò che ha fatto nel corso della Seconda Guerra mondiale. Ma la stessa gente che pretende le scuse della Svizzera vuole unirsi a doppio filo al motore germanico dell'Europa. La storia insegna pure che i due conflitti mondiali sono stati innescati proprio in Germania, e ci insegna pure – come diceva molto giustamente un collega ticinese del Consiglio degli Stati – che Auschwitz non sta per Svitto esterno.

So che questi discorsi non piacciono, e si avverte pure chiaramente che questo Parlamento sarebbe entusiasta di accettare l'iniziativa e sarebbe pure disposto a convincere cittadine e cittadini a votarla. Ma c'è il ma: dal no popolare allo Spazio economico europeo sono passati quattro anni e qualche mese, e nel frattempo l'euforia europeista, anche fra i più irriducibili, è andata scemando. Una dimostrazione l'ha data lo stesso collega Eggly. Ciò che sta capitando in Italia, dove i contadini bloccano gli aeroporti per protestare contro gli euroburocrati, i rigurgiti neonazisti in Germania, l'intolleranza

sempre più accentuata dei francesi, unita al disastro economico che l'Euro sta creando ovunque, eccezion fatta per il Lussemburgo, la disoccupazione che aumenta ovunque così come il fallimento totale della politica economica di Bruxelles sono ormai noti a tutti. Non capisco però, collega Eggly, quando parla di «torpore», di «essere groggy» – se non mi sbaglio ha usato quel termine. Deve sapere che l'Ufficio dell'integrazione europea ha svolto un lavoro eccezionale in questi quattro anni, dopo che il popolo ha detto no allo Spazio economico europeo: abbiamo pressoché adattato tutto e tutti, compresi i cartelli autostradali.

Ma ritorniamo alla Svizzera nel cuore dell'Europa. Certo, la Svizzera è nel cuore dell'Europa – ma se veramente volete bene ai giovani che hanno lanciato l'iniziativa, conservate loro una Svizzera nel cuore dell'Europa, ma con frontiere chiare e ben definite, e protette dalla neutralità armata. Non ho certo raccontato nulla di nuovo. Ma il nostro no – e questo era importante dirlo, e mi riferisco al no del gruppo democratico – sulla carta è un no, ma non è certo lo stesso no del collega Mühlemann o del collega Eggly, tanto per fare due esempi.

Grendelmeier Verena (U, ZH): Herr Maspoli, bleiben Sie noch einen Moment da!

Das war eben ein Nein zur Uno, ein Nein zum EWR, ein Nein zu den Blaumützen, ein Nein zur Lex Friedrich und ein Nein zur erleichterten Einbürgerung der jungen ausländischen Generation. Und wohin hat uns das geführt? Uns hat es müde gemacht, nicht Europa ist müde! Wir sind müde, wir sind resigniert, denn Alleinsein macht müde, macht resigniert. Und wenn noch jemand einen Zweifel hat, ob uns nun endlich der Alleingang gelungen ist, dann möge er sich zurückerinnern an die letzten paar Monate, Wochen und Tage: Wir sind allein, kein Mensch in Europa hätte einen einzigen Finger krumm gemacht, um der Schweiz in ihrer allergrössten Krise zu Hilfe zu eilen. Jetzt haben wir den Alleingang.

Um so schwerer fällt es mir, zu dieser Initiative überhaupt etwas zu sagen. Denn, was immer man sagt, es wird aufaddiert mit dem, was diejenigen sagen, die haargenau das Gegenteil vertreten. Deshalb kann ich Ihnen schon jetzt und im voraus bekanntgeben: Als europäisch denkende, «öffnungsbewusste» Menschen werden sich die Vertreter der LdU/EVP-Fraktion überzeugt der Stimme enthalten, und zwar weil sie gegen die Zweitauflage des EWR-Vertrages sein müssen. Aber es ist nicht dasselbe, ob man gegen den Inhalt einer Initiative ist, der eigentlich unseren Absichten einmal entsprochen hat, oder ob man eine Initiative aus formalen Gründen ablehnen muss. Deshalb ist unser Nein nur ein Nein – ich brauche nicht zu wiederholen, aus welchen Gründen, es wurde von allen Leuten hier sehr exakt aufgeführt – zu diesem EWR II, niemals aber zu Europa! Deshalb erlauben Sie mir, dass ich mich heute nur und ausschliesslich an die Initianten wende. Liebe europäisch denkende, weltoffene junge Menschen: Ich weiss, Sie hören mich, ich weiss, auch wenn Sie nicht da oben sitzen, Sie sitzen draussen und hören zu. Bedenken Sie bitte, dass heute diejenigen gegen Sie gesprochen haben, die mehrheitlich Ihrer eigenen Ansicht sind, die europäisch denkende Menschen sind, die sich öffnen wollen und aus dieser grauenhaften Isolation, in die wir uns selber hineinmanövriert haben, ausbrechen wollen. Es sind also Ihre Freunde, die dagegen sind. Addiert mit denjenigen, die gar nichts wollen, den Isolationisten, gibt das im Falle einer Abstimmung ein 80prozentiges Nein, das zwangsläufig falsch interpretiert werden muss. Ein Nein, das sich vermutlich aus 60 Prozent europafreundlichen Stimmen mit den tatsächlich gegen Europa gerichteten Stimmen zusammensetzen würde, das können wir uns nicht leisten, das können Sie sich nicht leisten.

Deshalb frage ich Sie: Was wollten Sie damals? Wollten Sie mit Ihrer Initiative, für die ich allergrösste Hochachtung habe, ein Revival, eine Neuauflage des EWR, wollten Sie einen weiteren Schritt zur Integration – oder beides? Oder wollten Sie allenfalls, was ich nicht glaube, aber ich muss Sie provokativ fragen, den EU-Beitritt verhindern? Das kann und will ich nicht glauben, denn letzten Endes haben Sie ja nur drei Jahre später, zusammen mit anderen, noch einmal den Mut

gehabt, eine Initiative zu lancieren und sie auch durchzukriegen. Diese schwierige Situation eines Stimmensammelns ohne Geld, ohne Lobby, haben Sie noch einmal zustande gebracht.

Sie wollen doch die Integration, das, was wir als Europabeifürworter alle wollen, weil nur das uns aus der Satellitensituation herausführen wird, in welcher wir uns zurzeit befinden. Wir sind im sogenannten – ich bitte Sie, auf das wunderbare Plastikwort zu achten – autonomen Nachvollzug, wie dieses schöne neudeutsche Wort heisst.

Das heisst, wir dürfen autonom das tun, was uns nunmehr aufoktroiert wird. Das ist die normative Kraft des Faktischen, um mich mit Herrn Jelinek auszudrücken. Das hat nichts mit Erpressung zu tun, das sind die Tatsachen. Wir haben damals, 1992, nein gesagt, und nun wird uns der Tarif erklärt. Das nennen Sie den aufrechten Gang? Ich nenne das nicht den aufrechten Gang, ich bezeichne das sogar – vielleicht tönt das etwas dramatisch – als einen Schritt vom zugewandten Ort hin zum Untertanengebiet. Das kann ja nicht unsere Absicht sein und vor allem auch nicht die Absicht der Initianten. Deshalb flehe ich Sie an, befehlen kann ich es Ihnen nicht:

Überspannen Sie Ihr taktisches Kalkül nicht! Ich freue mich zwar, dass Sie, wie wir das hier drinnen auch machen, taktieren, dass Sie klug politisieren, aber denken Sie daran, dass nur ein Rückzug der Initiative ein völlig falsches Bild der Schweiz von heute verhindern kann. Ich flehe Sie noch einmal an: Haben Sie Mut, ziehen Sie die Initiative zurück, und konzentrieren Sie sich auf den Kampf für jene andere Initiative! Das wird uns genügend Kraft kosten.

Noch einmal: Die LdU/EVP-Fraktion wird nicht gegen Sie stimmen, um nicht ins selbe Lager mit denjenigen geworfen zu werden, die tatsächlich nichts wollen. Deshalb werden wir uns überzeugt der Stimme enthalten. Ziehen Sie Ihre Initiative zurück!

Suter Marc (R, BE): Heute morgen haben wir vor vollbesetzten Rängen über die Vergangenheit gesprochen. Nun sprechen wir vor halbleeren oder schon fast ganz leeren Rängen über die Zukunft. Dem Jungbürgerkomitee «Geboren am 7. Dezember 1992» ging es um die Zukunft. Sie spürten am 7. Dezember 1992, dass am 6. Dezember ein Entscheid von grosser Tragweite gefasst worden war. Bundesrat Delamuraz hat damals nicht von ungefähr vom «dimanche noir» gesprochen.

Der EWR war eigentlich nie mehr als ein Mittel zum Zweck. Die politisch bewusste Jugend will am europäischen Integrationsprozess mitwirken. Diese Öffnung wird angestrebt, um die wesentlichen Werte der Schweiz auch in die Zukunft, ins nächste Jahrhundert, hinüberzubringen und zu bewahren. Sich einbringen, mitgestalten, mitwirken und sich bewegen bedeutet im Grunde selbstbewusst auf die Zukunft zugehen. Ich glaube, dass sich die Initianten von dieser Hoffnung leiten liessen. Der EWR ist für sie ein Etappenziel, ein wichtiger Öffnungsschritt.

Den institutionellen Mängeln wird nun eine grosse Bedeutung gegeben. Ich glaube, sie stehen gar nicht so im Vordergrund. Die entscheidende Frage ist vielmehr: Will unser Land die Öffnung? Über das Wie kann man getrost verschiedener Meinung sein. Der Bundesrat hat diesen Kurs ebenfalls gesteuert. Und ich glaube feststellen zu dürfen: Er ist immer noch auf diesem Kurs. Vielleicht ist er manchmal etwas zögerlich und still, aber das hat seine Gründe. Niemand oder fast niemand der etablierten Politik unterstützt ihn. Es sind die Jungen, die ihm Sukkurs gegeben haben – mit der EWR-Initiative und nun mit der neuen Initiative für einen EU-Beitritt, die zustande gekommen ist.

Der Bundesrat hat gesagt: Wenn die inneren und äusseren Voraussetzungen für den Beitritt gegeben sind, dann wollen wir beitreten, im Interesse des Landes, um die Mitwirkungs- und Mitgestaltungsmöglichkeiten zu bewahren. Ich bin froh, dass der Bundesrat bis heute in dieser seiner Haltung konsequent geblieben ist und trotz äusserem Druck das Beitrittsge- such nicht zurückgezogen hat. Ich hoffe, dass dies so bleiben wird.

Nun ein Wort zur anderen Seite: Ich frage mich, welche identitätsstiftende Idee die Öffnungsgegner der Jugend vorschlagen? Den Alleingang? Die Einigelung? Herr Nationalrat Dr. Christoph Blocher – er ist heute abend nicht da – hat den europäischen Integrationsprozess letzten Samstag unter lärmigem Beifall diskreditiert. Er hat unverblümt eine direkte Parallele zwischen Hitlers «neuem Europa» und der EU gezogen. Das ist eine groteske, ja zutiefst beleidigende Aussage. Im Zusammenhang mit dem EWR- und EU-Beitritt ist sogar von Anschluss und Anpassung die Rede, wie wenn wir heute im Jahre 1938 stünden.

Nun ist es nicht so, dass hier irgendwer spricht. Herr Blocher ist weder auf den Mund noch auf den Kopf gefallen; er ist wortgewaltig und einflussreich. Ich glaube, er trägt eine grosse Verantwortung – nicht nur für sich und die Seinen, sondern auch für unser Land. Wäre es nicht an der Zeit – ich hätte ihm das gerne selber gesagt –, nun endlich den Dialog mit den Jungen zu suchen, auch mit den Initianten der beiden Initiativen, anstatt unhaltbare Feindbilder zu pflegen? Diesen Dialog, diese Debatte, sind wir unserer Jugend und ihrer Zukunft schuldig, auch wenn wir die EWR-II-Initiative wegen ihrer institutioneller Mängel ablehnen.

Maitre Jean-Philippe (C, GE): L'initiative que nous examinons propose de résoudre un vrai problème par une solution qui est aujourd'hui malheureusement inadaptée. Mais on ne saurait en faire grief aux auteurs mêmes de l'initiative, parce que leur texte a plusieurs mérites. D'une part, il nous permet de faire le point aujourd'hui et, d'autre part, les jeunes qui sont à l'origine de cette initiative nous envoient en définitive un message tonique selon lequel la résignation n'est pas un projet pour ce pays.

Alors, faisons le point. Tout d'abord, il faut dire que les négociations bilatérales sont nécessaires. Il est indispensable qu'elles puissent aboutir. Notre détermination doit être à cet égard affirmée avec clarté. Il faut dire aussi que ces négociations bilatérales sont nécessaires, mais pas suffisantes, tout simplement parce qu'on ne peut pas avoir les avantages du club, sans en être membre. Plusieurs problèmes essentiels ne pourront pas être résolus par les négociations bilatérales. Je cite trois exemples:

1. La sécurité intérieure. Pour cela, il faut faire partie de l'espace Schengen et les négociations bilatérales ne l'offrent pas.
2. Les négociations sur des accords interrégionaux. Elles peuvent s'avérer absolument capitales et nous serons aux abonnés absents.
3. Les questions monétaires. La Suisse devra vivre seule les turbulences qui affecteront son franc.

Ces négociations bilatérales sont nécessaires et nous voyons bien qu'elles sont difficiles. Il faut à cet égard dénoncer la duplicité de ceux qui ont combattu l'Espace économique européen en disant que la solution passait par des accords bilatéraux et qui sont aujourd'hui les premiers à chercher à torpiller les négociations bilatérales. Quel crédit peut-on accorder à des gens qui ont tout simplement menti?

Parce que ces négociations bilatérales sont nécessaires, parce qu'elles sont difficiles et que nous savons bien qu'elles ne sont pas suffisantes, il faut plus que jamais maintenir le cap, c'est-à-dire mettre tout cela en perspective et ne pas oublier que tout cela s'inscrit dans une démarche progressive qui sera bien sûr lente, mais qui doit nous conduire à l'adhésion à l'Union européenne.

Au-delà des justifications économiques incontestables à l'ancrage de notre pays dans l'Europe en construction, il faut bien voir que l'Europe est, en tant que telle, un projet qui a une signification politique majeure. L'Europe est un projet pour la paix. L'Europe qui a été voulue par ses fondateurs au lendemain de la guerre est la réponse la plus crédible contre la barbarie nazie. Jusqu'à ce jour nous n'en avons pas connu d'autre qui ait cette crédibilité-là.

Dans les turbulences que connaît notre pays en ce moment, cela devrait nous conduire davantage à imaginer quelles sont nos responsabilités pour le futur.

Ici, je voudrais dire un mot et ce sera ma conclusion. Un mot aux représentants de l'UDC et à M. Blocher en particulier qui

a récemment assimilé, dans un discours prononcé à Zurich, l'Union européenne au IIIe Reich. Je voudrais dire de la manière la plus ferme que de telles allégations dépassent les limites du tolérable. Mais cet écart a au moins un mérite, c'est de nous décrire le personnage avec plus de précision. Sa vulgarité politique est devenue incommensurable, mais sa crédibilité politique est devenue minuscule. (*Applaudissements partiels*)

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 20.05 Uhr
La séance est levée à 20 h 05*

«Für unsere Zukunft im Herzen Europas». Volksinitiative

«Pour notre avenir au coeur de l'Europe». Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1997
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	95.062
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.03.1997 - 15:00
Date	
Data	
Seite	100-109
Page	
Pagina	
Ref. No	20 041 597

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.